

Un déficit budgétaire de 33 milliards de dirhams à fin mai

Le déficit du Trésor devrait reculer cette année pour s'établir à 4,9 % du PIB, selon les projections de la Loi de Finances. En attendant, selon les données de la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), l'exécution du budget à fin mai 2014 montre que le déficit budgétaire s'est légèrement creusé de 13,40 % à 33 milliards de dirhams. Cette hausse du déficit s'explique par la progression des dépenses émises alors que les recettes ordinaires ont reculé.

Du côté des ressources, on note une diminution des recettes ordinaires de -1 % à 78,65 milliards de dirhams. Cette baisse est essentiellement le fait de la contreperformance des recettes non fiscales en recul de -35,1 % à 5,68 milliards de dirhams à cause de la chute des recettes de monopole et participations de -90 % à 429 MDH (contre 4 290 MDH à fin mai 2013). De même, les autres recettes non fiscales (fonds de concours, redevances gazoduc, recettes diverses des différents ministères, etc.) se sont contractées de -28 % à 3 154 MDH. Ces baisses ont été partiellement compensées par l'évolution positive des recettes fiscales en hausse de 3,1 % à 72,1

milliards de dirhams tirée aussi bien par les recettes douanières (droit de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) en hausse de +3,9 % à 22,6 milliards de dirhams que la fiscalité domestique (IS, IR, TVA, droits d'enregistrement et de timbre et autres impôts directs) en progression de +2,4 %. L'impôt sur les Sociétés (IS) a évolué positivement en progressant de 15,9 % à 16,06 milliards de dirhams. Cette forte progression résulte de l'IS retenu à la source à l'occasion de la cession d'une partie du capital de Maroc Télécom et de la hausse des versements effectués par certains gros contribuables (BCP, IAM, etc.) qui ont plus que compensé la baisse des versements d'autres grands contribuables (OCP, Bank Al-Maghrib, Agence de la conservation foncière, etc.).

TVA intérieure en recul de 12,1 %

Pour leur part, les recettes de l'Impôt sur le Revenu (IR) ont légèrement progressé de 2,0 % à 14,04 milliards de dirhams provenant en totalité de l'IR retenu à la source sur les salaires. Les recettes des TIC sur les produits énergétiques et sur les tabacs manufacturés ont augmenté de respectivement 14,4 % à 5,85

milliards de dirhams et 8,7 % à 3,43 milliards de dirhams.

Les recettes de TVA ont par contre reculé de 4,1 % à 21,97 milliards de dirhams à cause de la TVA intérieure en recul de 12,1 % à 8,32 milliards de dirhams, conséquence de l'évolution atone de la consommation intérieure.

En ce qui concerne les dépenses, sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), celles-ci se sont établies à 133,1 milliards de dirhams à fin mai, en progression de 13,2 %. Pourtant, les recettes de fonctionnement ont diminué de -3,1 % à 81,02 milliards de dirhams. Cette baisse étant le fait des Charges communes en contraction de -21,1 % à 20,75 milliards de dirhams grâce notamment à la chute de la facture de la compensation de -33,4 % à 13,34 milliards de dirhams contre 20 milliards de dirhams à la même date de l'année dernière. La forte baisse de la facture de la compensation est le résultat combiné de l'impact de l'indexation, de la politique de décompensation progressive et de l'évolution plus favorable du cours moyen du baril de pétrole. Les charges de personnel et les dépenses de matériel ont par contre progressé de respectivement 3,1 % à 43,12 milliards de

dirhams du fait de l'augmentation structurelle de la masse salariale (2,2 %) et des rappels (+20,7 %) et 10,4 % à 17,14 milliards de dirhams.

Forte hausse des investissements

Pour ce qui est de la dette, celle-ci a fortement augmenté de 70,3 % à 27,85 milliards de dirhams. En plus des dépenses liées à la dette, celles affectées à l'investissement aussi ont progressé de 37,9 % à 24,27 milliards de dirhams. Cette forte hausse des dépenses d'investissements ne manquera pas d'impacter positivement sur le tissu économique national.

Enfin, pour financer le déficit budgétaire enregistré à fin mai, et compte tenu d'un besoin de financement de 35,2 milliards de dirhams (33,5 milliards de dirhams à fin mai 2013) et d'un flux net négatif de 3,5 milliards de dirhams du financement extérieur, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 38,7 milliards de dirhams, contre 26,8 milliards de dirhams en mai 2013. Du coup, l'encours de la dette intérieure a progressé de 4,6 % par rapport à son niveau de fin décembre 2013 pour s'établir à 433,6 milliards de dirhams.

Moussa Diop